

PICARDIE

Canal SNE : « La Picardie a été la première région à dire oui »

Réforme des collectivités territoriales, canal Seine-Nord, éducation, transports, finances..., le président du Conseil régional fait le point sur certains grands dossiers picards de la rentrée.

Avez-vous discuté avec le Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais des aspects concrets de la prochaine fusion des deux régions (gouvernance, partage des compétences) ?

On n'en est pas encore là : la loi concernant les compétences n'a pas encore été débattue et celle concernant la carte a été votée en première lecture à l'Assemblée nationale (le 23 juillet dernier, NDLR). Puis, avant de débattre sur « comment on va faire », j'aimerais savoir « ce qu'on va devoir faire ». Ceci dit, j'ai bien entendu discuté avec quelques élus du Nord-Pas-de-Calais, mais nous n'avons abordé ces questions qu'en tant qu'acteurs libres. Par ailleurs j'avais rencontré Daniel Percheron, le président de la Région Nord-Pas-de-Calais, bien avant que l'État ne décide de nous financer. Nous avons d'ailleurs un stand commun à InnoTrans, un salon professionnel consacré aux transports qui se tient à Berlin fin septembre.

Que dites-vous aux élus « Ch'tis » au jour d'aujourd'hui ?

Je n'ai aucun souci de dialogue avec les élus du Nord-Pas-de-Calais. Certains d'entre eux ont dit à un moment qu'ils ne souhaitaient pas se marier avec nous, que fiancer deux pauvres ne faisait pas une région riche. J'ai toujours dit que culturelle-ment, sociologiquement et politiquement, nous étions cousins germains. Nous n'avons pas attendu ces projets de loi pour travailler ensemble et je n'ai aucune inquiétude quant à la définition des axes de travail qui auront pour but de faire progresser les six millions d'habitants de nos régions.

Que dites-vous à ceux qui préféreraient voir l'Oise quitter la Picardie pour rejoindre la région Ile-de-France ?

« Depuis dix ans, la Région a beaucoup investi pour recréer de l'emploi durable. »

CLAUDE GEWERC PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL DE PICARDIE



« Je n'ai aucun souci de dialogue avec les élus du Nord-Pas-de-Calais. Certains d'entre eux ont dit à un moment qu'ils ne souhaitaient pas se marier avec nous, que fiancer deux pauvres ne faisait pas une région riche. J'ai toujours dit que culturellement, sociologiquement et politiquement, nous étions cousins germains. »

C'est une énorme sottise ! L'Oise, c'est 693 communes pour 800 000 habitants et, de son côté, l'Ile-de-France représente 1 500 communes pour six millions d'habitants : dites-moi comment Beauvais ou Compiègne vont exister face aux villes franciliennes ? Ça n'a pas de sens. Puis comme en témoignent les résultats du récent sondage du Conseil général de l'Oise, une majorité de votants préfère le Nord-Pas-de-Calais à l'Ile-de-France... Curieusement, la question du saucissonnage qui s'est posée pour nous ne l'a pas été, en revanche, pour l'Ile-de-France, une région qui a pourtant des départements complètement différents. Interrogez donc les habitants de Fontainebleau pour savoir s'ils se sentent « parisiens ». Bref, on donne des leçons de morale à la terre

entière qu'on ne suit pas pour soi-même. Le président de la région Ile-de-France dit lui-même qu'il ne veut pas ingérer pour lui d'avoir des départements aussi différents. Ils n'ont pas besoin de nos atouts. N'allions donc pas les diluer.

Il faut aussi préserver la ruralité. Les familles qui quittent la région parisienne pour s'installer en Picardie n'ont nullement envie de revenir en arrière. Quand leurs enfants arrivent chez nous, ils découvrent de vrais amis. À Paris, ils doivent aller au zoo de Vincennes pour en voir...

Dans le prolongement des discussions autour de la fusion des deux régions, avez-vous évoqué le dossier du canal Seine-Nord ? Avez-vous du nouveau concernant le projet ?

Je n'étais pas favorable à la première version « public/privé ». En effet, personne n'a dit que, pour les 50 premières années de gestion, le déficit de fonctionnement (hors investissements) se serait élevé à 300

millions, puis à 50 voire 100 millions : on aurait donc jeté des milliards par la fenêtre. En revanche je suis en accord avec la nouvelle version de Rémy Pavros (député PS du Nord, rapporteur du projet). Mais, maintenant, il faut passer à l'acte. Il est prévu que l'Europe finance le projet à hauteur de 40 % et le reste serait à la charge de l'État et des collectivités. Question incongrue cependant : de quelles collectivités territoriales parle-t-on puisque dans le même temps les départements sont amenés à disparaître ? Il est largement temps de faire un tour de table avec les acteurs responsables pour leur présenter les propositions et d'expliquer quelles délibérations nous devons prendre. Tout le monde fait des sauts de cabri dans son coin en disant « je veux ! je veux ! », mais, jusqu'à aujourd'hui, je n'ai eu aucune demande officielle, si ce n'est les 80 millions d'euros millions d'investissements estimé au début du projet. Je rappelle que la Picardie a été la première parmi les trois régions concernées à dire « oui » au projet.

l'on regarde le financement des territoires en euros par habitant, on s'aperçoit que le Compiègnais est le plus favorisé. Philippe Marini serait donc passé à... l'extrême gauche ! De même, l'aide apportée au Beauvaisis est conséquente si on cumule les gares, les lycées et tous les établissements qui nous sollicitent... « L'aide » ne concerne pas seulement ce que demande Mme Caroline Cayeux, présidente de l'agglo du Beauvaisis, pour faire de la politique ! Ma priorité, c'est la formation : la Région a beaucoup investi dans les lycées du Beauvaisis, et dans la recherche et développement. Demandez à Philippe Choquet, directeur de l'Institut Polytechnique Lasalle Beauvais, si son établissement n'a pas été extrêmement aidé par la Région !

Je dis à la SNCF : respectez le contrat que vous avez signé avec la Région. Le budget annuel du ferré en Picardie représente 250 millions. J'estime donc que le service que l'on doit aux voyageurs, c'est de mettre tout en oeuvre pour respecter les termes du contrat : amélioration du confort des voyageurs, en transport et dans les horaires. Je m'approprie donc à écrire un nouveau courrier à la direction de la SNCF. Je pense que je vais arrêter de payer.

Pouvez-vous nous dire un mot concernant le Projet éducatif régional global pour les jeunes Picards (PERGP) ?

Idem pour la ligne Beauvais-Le Tréport : les usagers se plaignent des ralentissements fréquents notamment dans la Vallée de la Bresle. En avez-vous discuté avec la SNCF ?

La Picardie a été la première Région à mettre en place un plan favorisant la réussite professionnelle. Le PERGP, c'est la concrétisation de tout ce que nous avons accompli depuis 2010 après ma réélection. Dans ce cadre, nous avons ouvert un micro-lycée à Amiens avec des classes de 15 à 20 élèves « décrocheurs ». Ils ont depuis obtenu d'excellents résultats au bac. Nous travaillons avec le rectorat d'académie pour mettre en place des outils expérimentaux afin d'assurer la réussite de ses gamins. D'autres micro-lycées de ce type verront bientôt le jour à Soisson et dans l'Oise (le calendrier n'est pas encore arrêté).

Un dernier mot pour conclure ?

Je voudrais ajouter que, depuis dix ans, la Picardie a beaucoup investi pour recréer de l'emploi durable. Pour l'avenir, je mise beaucoup sur le « triptyque » formation, recherche et développement et, enfin, travail sur la plus-value du territoire, qui sont aussi les deux « mamelles historiques » de la Picardie : l'agriculture et l'industrie.

Les territoires picards déposent des projets et si ceux-ci sont conformes aux priorités européennes, ils sont retenus. Je sais que l'on m'accuse de favoriser les communes de gauche. Mais si

■ Propos recueillis par Guillaume Plassais